

L'ÉVÉNEMENT

Les droits de douane commencent à frapper les Américains au portefeuille

Jean Kedroff

Les droits de douane sont-ils en train de progresser depuis les ports et entrepôts américains jusqu'aux tickets de caisse des consommateurs ? La Maison-Blanche s'en est longtemps défendue, assurant que les surcoûts liés aux taxes seraient essentiellement endossés par les exportateurs étrangers et non les ménages. Les chiffres publiés la semaine dernière par le département du Travail suggèrent pourtant l'inverse : en août, l'indice des prix à la consommation (CPI) a bondi de 2,9 % sur un an, au plus haut depuis janvier.

« S'ils ne sont pas le seul facteur de l'inflation, les droits de douane expliquent une large part de la hausse du CPI global au mois d'août », estime Samuel Tombs, économiste chez Pantheon Macroeconomics. « La hausse des droits de douane a commencé à faire grimper les prix de certaines catégories de biens », notait, fin août, Jerome Powell lui-même, le patron de la Réserve fédérale.

Si l'offensive tarifaire de Donald Trump – qui a porté les taxes douanières sur les importations américaines à près de 20 % en moyenne, contre 5 % auparavant – n'a pas provoqué, dans un premier temps, la vague inflationniste redoutée, c'est surtout grâce à la bonne gestion des entreprises. « Elles ont retardé leurs commandes, différé le paiement effectif des taxes et constitué des stocks dès le début de l'année, ce qui a permis d'amortir le choc en retardant ses effets », explique Louis Ber-

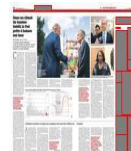
sin, gérant actions internationales chez LFDE. Beaucoup ont aussi pu renégocier leurs tarifs avec leurs fournisseurs et clients pour partager les coûts : « Certains fabricants coréens, japonais ou chinois ont préféré rogner sur leur marge plutôt que de perdre un marché aussi stratégique que les États-Unis », poursuit le gérant. Mi-août, seuls 22 % des droits de douane avaient ainsi été répercutés sur les consommateurs, estime Goldman Sachs, les exportateurs ayant absorbé 14 % des surcoûts et les entreprises américaines les 64 % restants.

Mais le répit pourrait être de courte durée, en particulier dans des secteurs les plus dépendants aux importations comme l'automobile, le textile, l'électronique ou le mobilier. « Nous avons déjà enregistré un impact négatif de plusieurs dizaines de millions d'euros au deuxième trimestre, et les dernières indications laissent prévoir un surcoût pouvant atteindre 200 millions d'euros pour nos produits destinés au marché américain d'ici à la fin de l'année », explique par exemple Bjorn Gulden, patron d'Adidas, dont 27 % des marchandises sont fabriquées au Vietnam, un pays asiatique frappé

depuis le 7 août par 20 % de surtaxe douanière.

Comme Adidas, plusieurs entreprises ont annoncé, fin août, des hausses de prix outre-Atlantique : le géant japonais Sony a imputé un surcoût de 50 dollars sur ses consoles PlayStation à un « environnement économique difficile », tandis que Volkswagen a mis en garde contre une « hausse probable des prix » de certains modèles à la suite des droits de douane de 25 % sur les véhicules importés. Et ce pourrait bien n'être qu'un début. « Nous prévoyons que ces effets s'accumuleront au cours des prochains mois, avec une grande incertitude quant à leur calendrier et à leur ampleur », prévenait ainsi Jerome Powell. « Nos estimations montrent que seul un tiers de l'impact final des droits de douane sur les prix des biens de base a été répercuté jusqu'à présent », note Samuel Tombs. Les prix des véhicules neufs et des vêtements, en particulier, ont encore un potentiel significatif de hausse dans les mois à venir. »

La distribution se retrouve en première ligne face à la hausse des droits de douane. « Nous constatons une hausse de nos coûts chaque semaine, et nous prévoyons que cette tendance se poursuivra au troisième et au quatrième trimestre », reconnaissait fin août Doug McMillon, PDG de Walmart, le géant des supermarchés. Les détaillants, qui ont pu jusqu'ici s'appuyer sur leurs stocks pour contenir la hausse des prix, vont-ils continuer à absorber les surcoûts liés aux droits de douane pour protéger le consommateur ? « Très peu probable », tranche Mark Mathews, de la National Retail Federation, le princi-



pal syndicat de commerçants aux États-Unis. « *Maintenant que l'incertitude liée aux droits de douane s'est dissipée, le fonctionnement normal des affaires devrait reprendre : les entreprises chercheront à préserver leur rentabilité.* »

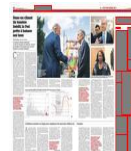
Si la consommation des ménages – qui contribue à hauteur de 70 % du PIB américain – reste robuste, les trois quarts d'entre eux se disent inquiets de l'impact des droits de douane sur les prix, selon un sondage récent. « *Ça n'arrive vraiment pas au bon moment* », déplore Lillianne, quadragénaire new-yorkaise. En cinq ans, cette enseignante a vu le prix de son Caddie doubler, après l'inflation record des années Covid et post-Covid. « *L'alimentation, l'électroménager, les vêtements : la hausse des prix ne s'arrête jamais. Ce sont maintenant les vins et les parfums qui grimpent.* » D'autres produits ne sont tout simplement plus accessibles. « *J'ai voulu commander en ligne une paire de Geox : im-*

possible. On m'a dit que la surtaxe sur les petits colis avait stoppé les livraisons depuis l'Europe », confie Joseph, la trentaine, depuis Washington

Il faut dire que la salve tarifaire intervient à un moment où la flambée de la demande en électricité, nourrie notamment par l'essor des data centers aux États-Unis, renchérit les prix de l'énergie, tandis que la reprise de l'activité manufacturière alimente la pression inflationniste. Depuis le « *liberation day* » du 2 avril, l'inflation annuelle a grimpé de 2,3 % à près de 3 % aujourd'hui. Une progression qui vire au casse-tête pour la banque centrale américaine. « *Il semble que l'inflation se soit stabilisée autour de 3 %, ce qui est bien au-dessus des 2 % visés par la Réserve fédérale* », note Louis Bersin.

Une chose est certaine : se nourrir, se vêtir, se loger et se déplacer devient de plus en plus coûteux pour les Américains. La Fed observe attentivement la situation : « *Quoi qu'il arrive, nous ne permettrons pas qu'une hausse ponctuelle des prix devienne un problème d'inflation persistant* », insistait Jerome Powell, en août. Reste à voir si Donald Trump pourra, sur le long terme, concilier son marteau tarifaire avec la baisse des taux qu'il réclame à cor et à cri, sans rendre la hausse des prix insoutenable pour des électeurs qu'il avait promis d'enrichir. ■



**2,9 %****Inflation**

au mois d'août, sur un an

22 %**des droits
de douane**étaient répercutés sur
le consommateur américain
en août, selon Goldman Sachs**20 %****Taux
moyen**des droits de douane sur
les importations américaines,
contre 5 % avant la deuxième
présidence Trump